

*Questions orales***L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE**

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce international. Les syndicats et les administrateurs de l'industrie sidérurgique canadienne se trouvent à Ottawa aujourd'hui. Nous savons tous que cette industrie est en danger.

Le ministre n'est pas sans savoir que la part américaine du marché canadien a triplé et que notre part du marché américain a été réduite de moitié ces dernières années. Voici l'occasion pour le gouvernement actuel d'aider l'Ontario, au lieu de critiquer cette province.

Le ministre exigera-t-il que les producteurs d'acier aux États-Unis restreignent volontairement leurs exportations à destination de notre pays, comme nous l'avons fait vers leur pays en 1986? Exigera-t-il des mesures de réciprocité?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce international): Monsieur le Président, comme le député le sait sans doute, je rencontrerai ce groupe cet après-midi. Je suppose qu'il s'agira de l'une des questions que soulèveront les membres de l'industrie sidérurgique.

Je tiens à mettre en garde le député contre la mesure qu'il vient de proposer. Bien qu'à l'heure actuelle, la hausse des exportations en provenance des États-Unis cause certaines difficultés, elles sont en bonne partie le résultat des grèves prolongées que nous avons connues l'année dernière, pendant l'été et le début de l'automne. À cet égard, nous sommes très heureux d'apprendre que Stelco a annoncé le rappel de 1 500 travailleurs au cours du prochain mois ou des six prochaines semaines, ce qui indique une pénétration plus forte du marché par la société sidérurgique du Canada.

Il faut également se rendre compte que la mesure proposée par le député constitue une arme à double tranchant. Nous avons lutté contre les restrictions volontaires sur le marché américain, et je m'attends à ce que le député nous appuie dans la poursuite d'une telle initiative.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, à mon avis, cette arme n'a qu'un seul tranchant, toujours dirigé contre les métallurgistes canadiens.

Les Métallurgistes unis d'Amérique envisagent la possibilité du rachat de l'Algoma Steel par les employés, une formule maintenant courante aux États-Unis.

Le ministre appuiera-t-il cette formule de rachat par les employés et recommandera-t-il à son collègue, le ministre des Finances, des mesures financières destinées à promouvoir une telle initiative?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce international): À titre personnel, j'appuie l'actionnariat des employés. Je considère qu'il s'agit d'un élément très positif du fonctionnement de toute entreprise. En principe, je n'ai donc rien à y redire. Quant à savoir si mon collègue, le ministre des Finances, appuierait une telle mesure à l'aide de stimulants fiscaux ou d'autres moyens semblables, c'est une question que je lui adresse. Il voudra peut-être répondre à mon collègue d'en face.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, comme le premier ministre ne connaît pas la politique gouvernementale, il serait peut-être préférable de passer à un autre sujet. Étant donné que le premier ministre s'est solennellement engagé à accepter des milliers de nouveaux réfugiés vietnamiens, le ministre de l'Immigration augmentera-t-il le quota des réfugiés pris en charge par le gouvernement de même que le financement accordé à ce programme?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, comme le premier ministre l'a déclaré la semaine dernière, le problème des réfugiés est universel, et nous devons tous participer à sa solution. Le Canada est un chef de file quand il s'agit de réinstaller des réfugiés et, en vertu de son programme quinquennal que mentionnait le premier ministre, le Canada continuera à être un chef de file et à faire davantage.

Je rappelle au député que le programme quinquennal, déposé à la Chambre par mon prédécesseur, prévoyait une hausse du nombre d'immigrants au Canada, et c'est à cela que le premier ministre se rapportait.

M. Stan Keyes (Hamilton-Ouest): Monsieur le Président, la seule chose que le premier ministre a faite correctement jusqu'ici dans ce voyage à l'étranger, c'est de ne pas égarer ses bagages.

Le ministre se rappellera qu'en novembre dernier à peine, son prédécesseur avait annoncé à la Chambre que